

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES DU MARCHÉ
SUBSÉQUENT SCÉNARIO FICTIF
(CCP/MS scénario)**

Pour rappel : le présent « CCP/MS scénario » est fictif. Les données ci-dessous ne sont pas contractuelles. Elles servent de base à l'élaboration de l'offre qui sera évaluée au titre de l'AC.

SEGMENT D'ACHATS : 37.01.06 – Dératisation, désinfection, désinsectisation

CCP/MS scénario n° :	DAF_2025_000235
Objet du marché public :	Prestations d'élimination des nuisibles au profit d'un site fictif
Forme du marché public :	Accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents
Mode de passation :	Appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-1, L. 2124-2 et R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.
Code CPV :	90923000-3 - Services de dératisation 90921000-9 – Services de désinfection et désinfection 90922000-6 – Services de lutte contre les parasites
Niveau de sécurité :	Marché sensible
Acheteur :	SACN JUTIER
Entité d'achats :	PFC PARIS / DAP

ABRÉVIATIONS :

- CCAG/FCS : cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1^{er} avril 2021)
- CCAP/AC : Cahier des clauses administratives particulières de l'accord-cadre socle
- CCTP/AC : Cahier des clauses techniques particulières de l'accord-cadre socle
- CCAP/MS : Cahier des clauses administratives particulières des marchés subséquents
- CCTP/MS : Cahier des clauses techniques particulières des marchés subséquents
- CCP : Cahier des clauses particulières
- CDD : Contrat à durée déterminée
- CDI : Contrat à durée indéterminée
- DAP : Division achats publics
- DFIN : Division finances
- GSC IdF : Groupement de soutien Commissariat Île-de-France
- GSC IdF/ BRD Saint Germain en Laye (SGM)
- GSC IdF/ BRD Versailles (VLM)
- GSC IdF/ BRD Montlhéry (MHY)
- GSC IdF/ BRD Villacoublay (VLY)
- GSC IdF/ BRD Paris Ecole Militaire (PEM)
- GSC IdF/ BRD Arcueil Vanves Paris (AVP)
- MINARM : Ministère des armées
- PFC PARIS : Plate-forme commissariat Paris
- SCA : Service du commissariat des armées
- AC : Accord-Cadre « socle » multi-attributaires à marchés subséquents
- MS : Marchés subséquents issus de l'accord-cadre socle. **Chaque marché subséquent est mono-attributaire**

TERMINOLOGIE :

- Co-attributaires : désigne les opérateurs économiques titulaires de l'accord-cadre socle (minimum 2 co-attributaires, maximum 5 co-attributaires)
- Titulaire : désigne le titulaire d'un marché subséquent

SOMMAIRE

PRÉAMBULE

ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES	5
1.1 À L'ACCORD-CADRE.....	5
1.2 AUX MARCHÉS SUBSÉQUENTS	5
ARTICLE 2. OBJET ET FORME DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO	5
2.1 OBJET DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO.....	5
2.2 FORME DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO	5
ARTICLE 3. CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO.....	6
3.1 DURÉE DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO	6
3.2 MONTANT DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO	6
3.3 STRUCTURE DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO	6
3.4 MODIFICATION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO.....	7
ARTICLE 4. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO	7
ARTICLE 5. CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO	7
ARTICLE 6. MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES AU TITRE DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO	7
6.1 MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES SUR TABLEAU DE PRIX.....	7
6.2 MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES DES PRESTATIONS SUR DEVIS	7
6.3 PERSONNES HABILITÉES À PASSER LES COMMANDES	7
6.4 DÉLAI D'EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE	7
ARTICLE 7. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT	8
7.1 FORME ET CONTENU DES PRIX.....	8
7.2 NATURE DES PRIX.....	8
ARTICLE 8. RÉGIME DE PAIEMENT	9
8.1 RÈGLES RÉGISSANT LE PAIEMENT.....	9
8.2 MODE DE RÈGLEMENT.....	9
8.3 AVANCE	10
8.4 ACOMPTÉ	11
8.5 RÈGLEMENT PARTIEL DÉFINITIF.....	12
8.6 DÉLAI DE PAIEMENT.....	12
8.7 INTÉRÊTS MORATOIRES ET INDEMNITÉS FORFAITAIRES POUR FRAIS DE RECOUVREMENT.....	12

8.8	MODALITÉS DE FACTURATION.....	12
8.9	SOLDE	14
8.10	CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES	14
8.11	CESSION.....	14
ARTICLE 9.	PÉNALITÉS	15
9.1	MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DES PÉNALITÉS DU MARCHÉ SUBSÉQUENT.....	15
9.2	PÉNALITÉS DE RETARD	15
9.3	PÉNALITÉS POUR MAUVAISE EXÉCUTION DES PRESTATIONS FORFAITAIRES ET À LA DEMANDE	15
ARTICLE 10.	RÉSILIATION.....	16
ARTICLE 11.	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	16
ARTICLE 12.	PRÉSENTATION DU SITE FICTIF	17

PRÉAMBULE

RAPPEL : Les clauses du CCAP/AC s'appliquent dans leur intégralité. Les clauses suivantes viennent les préciser.

ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES

1.1 À L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels et la désignation des parties sont ceux énumérés à l'article 1.1 du CCAP/AC.

1.2 AUX MARCHÉS SUBSÉQUENTS

1.2.1 Documents contractuels

Les documents contractuels constitutifs du « *MS scénario* » sont ceux indiqués à l'article 1.2.1 du CCAP/AC.

1.2.2 Désignation des parties

Le « *MS scénario* » est conclu (fictivement) entre :

- le directeur de la Plate-Forme Commissariat Paris, désigné par l'expression « *le pouvoir adjudicateur* » ;
- le co-attributaire de l'AC, désignée par l'expression « *le titulaire* ».

1.2.3 Désignation des bénéficiaires

Dans ce scénario, le bénéficiaire est un organisme fictif.

ARTICLE 2. OBJET ET FORME DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO

2.1 OBJET DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO

Le « *MS scénario* » a pour objet l'exécution de prestations d'élimination des nuisibles au profit d'un bénéficiaire fictif.

2.2 FORME DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO

Le « *MS scénario* » s'exécute sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire dit « composite » correspondant pour partie à des prestations forfaitaires récurrentes et pour partie à des prestations ponctuelles sur bons de commande.

Les bons de commandes sont émis conformément aux dispositions des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

ARTICLE 3. CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO

3.1 DURÉE DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO

Le « *MS scénario* » est conclu pour une durée d'un (1) an reconductible une fois un (1) an.

Reconduction(s) :

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Dans le cas d'une non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire dans un délai de deux mois avant la date de fin de validité du marché public.

La non-reconduction du marché public n'ouvre en aucun cas un droit à une quelconque compensation financière.

3.2 MONTANT DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO

Le « *MS scénario* » est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de :

- 50 000 € HT annuel soit 60 000 € TTC
- 100 000 € HT sur sa durée totale soit 120 000 € TTC.

3.3 STRUCTURE DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO

Le « *MS scénario* » est structuré en 9 postes :

Poste	Nature du poste	Désignation du poste
1	forfaitaire	Prestations préventives
2	à bons de commande	Prestations curatives de dératisation et désinsectisation
3	à bons de commande	Prestations d'élimination des nids
4	à bons de commande	Prestations d'élimination des chenilles processionnaires
5	à bons de commande	Prestations spécifiques pour la lutte contre les punaises de lit : Bâtiment hébergement
6	à bons de commande	Prestations spécifiques pour la lutte contre les punaises de lit : Traitement des véhicules
7	à bons de commande	Fourniture de consommables
8	à bons de commande	Désinsectisation électrique
9	à bons de commande, sur devis*	Prestations et fournitures non prévues au tableau de prix

*** Le montant cumulé des bons de commande sur devis est limité à 5 % du montant maximum du MS sur sa durée totale.**

3.4 MODIFICATION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO

Les dispositions de l'article 3.4 du CCAP/AC s'appliquent.

ARTICLE 4. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO

Les dispositions de l'article 4 du CCAP/AC s'appliquent.

ARTICLE 5. CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO

Les dispositions de l'article 5 du CCAP/AC s'appliquent.

Pour rappel : le présent MS étant fictif, aucun interlocuteur n'est désigné par l'administration.

ARTICLE 6. MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES AU TITRE DU MARCHÉ SUBSÉQUENT SCÉNARIO

6.1 MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES SUR TABLEAU DE PRIX

6.1.1 Établissement des prestations récurrentes (forfaits)

Les prestations récurrentes sont établies sur la base du prix forfaitaire, indiqué au tableau de prix.

Les prestations récurrentes ne font pas l'objet de bons de commande et sont déclenchées à la date de début d'exécution des prestations indiquée dans la lettre de notification.

Pour rappel : le présent MS étant fictif, aucune lettre de notification ne sera envoyée au titre du MS.

6.1.2 Établissement des prestations ponctuelles (bons de commande)

Le présent « MS scénario » dispose de prestations ponctuelles déclenchées par l'émission d'un bon de commande.

6.2 MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES DES PRESTATIONS SUR DEVIS

Les dispositions de l'article 6.2 du CCAP/AC s'appliquent.

6.3 PERSONNES HABILITÉES À PASSER LES COMMANDES

Le pouvoir adjudicateur habilite des personnes proposées par le bénéficiaire, pour passer les bons de commande au fur et à mesure des besoins.

Pour rappel : le présent MS étant fictif, aucune liste des personnes habilitées à passer les bons de commande ne sera communiquée.

6.4 DÉLAI D'EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE

Les dispositions de l'article 6.4 du CCAP/AC s'appliquent.

ARTICLE 7. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT

7.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

Les prix du poste 1 sont forfaitaires.

Les prix des postes 2 à 8 sont unitaires.

Les prix établis par le titulaire comprennent :

- les prestations de services telles que définies aux marchés subséquents ;
- les frais afférents à la prestation (déplacement, restauration, entretien vestimentaire, etc.) et les frais des produits et matériels destinés à la prestation ;
- les frais d'assurance nécessaires pour couvrir les responsabilités du titulaire, telles que définies à l'article 4.6 du CCAP/AC.

Les prix exprimés en euros sont réputés comprendre toutes charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

Les prix comportent un maximum de deux décimales après la virgule.

7.2 NATURE DES PRIX

7.2.1 Conditions de détermination des prix initiaux

Les prix forfaitaires figurant dans le tableau de prix sont réputés établis à la date limite de dépôt des offres et sont révisables dans les conditions définies ci-dessous.

7.2.2 Révision des prix

Les prix initiaux sont valables pour la première année du MS à compter de sa date de notification.

La révision des prix est à la charge de l'administration.

Les prix sont révisés annuellement le mois précédant chaque date anniversaire de notification du MS.

La révision des prix est réalisée en application de la formule suivante :

$$P' = P \times \left[0,15 + 0,85 \frac{S}{S_0} \right]$$

Dans laquelle :

- ▶ P' est le prix de règlement HT révisé ;
- ▶ P est le prix initial figurant en annexe à l'acte d'engagement du marché subséquent ;
- ▶ S indice INSEE des prix mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008 (identifiant INSEE **001565195**).

Lecture de l'indice :

S_0 représente la valeur de l'indice du mois correspondant à la date d'établissement des prix (par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG/FCS : date limite de dépôt des offres).

S représente la valeur du dernier indice connu, relevé le mois précédant la date anniversaire de notification du MS.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG/FCS, le coefficient obtenu comporte quatre décimales.

Transmission de la révision des prix :

Le pouvoir adjudicateur transmet au titulaire, via le site LA PLACE ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception, les nouveaux prix révisés applicables pour la nouvelle période contractuelle.

7.2.3 Clause de sauvegarde

Par additif à l'article 10 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le MS pour la partie non exécutée des prestations dès que la variation du prix par rapport au prix initial est supérieure à 8 % par an.

ARTICLE 8. RÉGIME DE PAIEMENT

8.1 RÈGLES RÉGISSANT LE PAIEMENT

Les dispositions de l'article 8.1 du CCAP/AC s'appliquent.

8.2 MODE DE RÈGLEMENT

8.2.1 Règlement par mandat administratif

Le mode de règlement est le mandat administratif.

Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques des Yvelines (DDFIP).

Chaque facture émise au titre du marché public donne lieu à un paiement.

8.2.2 Règlement suite au service fait présumé

Le présent marché public met en œuvre la procédure de service fait présumé. Dans le respect des dispositions de l'article 31 du décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, la conformité à l'engagement juridique de la livraison ou de la prestation peut être présumée au regard de la nature de la dépense ou de l'évaluation des risques résultant notamment des dispositifs de contrôles internes de l'acheteur.

Cette procédure permet lors de la liquidation de la facture de présumer la conformité qualitative et quantitative de la livraison ou de la prestation à l'engagement juridique.

La procédure de service fait présumé est juridiquement distincte de la procédure de constatation de l'exécution des prestations opérée par les services de l'acheteur et le titulaire du marché public. Par conséquent, elle est sans incidence sur les stipulations contractuelles relatives à l'admission ou la réception des prestations telles qu'elles sont prévues au présent marché public.

8.2.3 Procédure de trop perçu en cas de recours à la procédure de service fait présumé

Si postérieurement au paiement il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite de l'ordonnateur, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures à venir. Les montants concernés par le précompte (trop perçu) doivent apparaître expressément dans une ligne distincte du détail de facturation.

Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise via Chorus Pro.

Lorsque la procédure de remboursement prévue plus haut ne peut être mise en œuvre, l'ordonnateur secondaire émet un ordre de recouvrer à l'encontre du titulaire, conformément à l'article 11 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

8.2.4 Réversibilité du recours au service fait présumé

L'acheteur peut suspendre la procédure de service fait présumé pour tout ou partie des bons de commande ou du forfait par ordre de service (OS).

8.2.5 Règlement par carte d'achat

Le présent marché public ne donne pas lieu au paiement par carte d'achat.

8.3 AVANCE

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement de chaque marché subséquent, une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées aux articles L. 2191-2, L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est versée au plus tard avant la date de début d'exécution des prestations.

Les deux conditions cumulatives au versement d'une avance de droit sont les suivantes :

- montant initial supérieur à 50 000 € HT ;
- délai d'exécution supérieur à deux (2) mois.

Avance relative à la part forfaitaire

Lorsque la part forfaitaire de la première période du marché subséquent remplit les deux conditions cumulatives susvisées, une avance est accordée sur la base du montant correspondant à cette période.

Pour chaque période de reconduction, si les deux conditions cumulatives susvisées sont remplies pour la part forfaitaire, une avance est accordée sur la base du montant correspondant à la période de reconduction concernée.

Le taux applicable est de 5%. Ce pourcentage est porté à 30% si le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise (PME).

Avance relative à la part à bons de commande

Une avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions cumulatives susvisées.

Le taux applicable est de 5%. Le pourcentage de l'avance est porté à 30% si le titulaire du marché subséquent est une petite ou moyenne entreprise (PME).

Les modalités de calcul de l'avance sont les suivantes :

- Si la période sur laquelle est calculée l'avance est inférieure ou égale à 12 mois :
Montant de l'avance = taux applicable × montant TTC du bon de commande considéré
- Si la période sur laquelle est calculée l'avance est supérieure à 12 mois :
$$\text{Montant de l'avance} = \frac{\text{taux applicable} \times \text{montant TTC du bon de commande considéré} \times 12}{\text{durée de la période considérée exprimée en mois}}$$

Une avance peut être versée sur demande des sous-traitants bénéficiaires du paiement direct dans des conditions identiques à celles du titulaire et selon les conditions fixées aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

Le règlement d'avance n'a pas le caractère de paiement partiel définitif.

En application de l'article R2191-9 du code de la commande publique, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

Cet article déroge à l'article 11.1 du CCAG/FCS, en modifiant le pourcentage d'avance accordé aux PME.

8.4 ACOMPTE

Les dispositions de l'article 8.4 du CCAP/AC s'appliquent.

8.5 RÈGLEMENT PARTIEL DÉFINITIF

Les prestations relatives au MS ne donnent pas lieu à des règlements partiels définitifs.

8.6 DÉLAI DE PAIEMENT

Les dispositions de l'article 8.6 du CCAP/AC s'appliquent.

8.7 INTÉRÊTS MORATOIRES ET INDEMNITÉS FORFAITAIRES POUR FRAIS DE RECOUVREMENT

Les dispositions de l'article 8.7 du CCAP/AC s'appliquent.

8.8 MODALITÉS DE FACTURATION

Le titulaire doit établir des factures distinctes pour les prestations forfaitaires et pour les prestations sur bons de commande (une facture par bon de commande) selon les modalités décrites à l'article 8.8.2 du présent CCP SCENARIO.

Pour rappel : le présent MS étant fictif, aucune facture n'est à présenter à l'administration.

Chaque facture est établie pour chaque poste, chaque facture fait apparaître les sous postes et les montants afférents.

L'administration peut autoriser le paiement partiel d'un bon de commande sur demande du prestataire.

- Si le service fait présumé est applicable :
 - pour les prestations forfaitaires, le titulaire fait parvenir en début de chaque mois à l'administration sa facture pour le mois précédent ;
 - pour les prestations à bons de commande, le titulaire fait parvenir la facture après exécution de la prestation.
- Si le service fait présumé n'est pas applicable, les prestations forfaitaires et/ou à bons de commande font l'objet d'une constatation du service fait. Si la facture parvient avant l'admission des prestations, le délai de paiement court à compter de la date de constatation de conformité des prestations conformément à l'article R 2192 -17 du code de la commande publique.

8.8.1 Modalités de remise des factures au format dématérialisé

Les factures doivent être transmises en version dématérialisée via le portail CHORUS-Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'adresse de facturation est la suivante :

**SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES
PFC PARIS - BASE DES LOGES
8, AVENUE DU PRÉSIDENT KENNEDY - BP 40202
78102 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE CEDEX
SE D04666A078 - SIRET 11000201100044**

Toutes les informations utiles à la mise en œuvre de la dématérialisation se trouvent sur le site <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Pour toutes questions liées à la facturation, vous pouvez envoyer vos demandes à la section fournisseurs à l'adresse fonctionnelle suivante : pfc-paris-fournisseur.contact.fct@intradef.gouv.fr

8.8.2 Mentions obligatoires à faire figurer sur les factures

La facture doit comporter impérativement les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET du titulaire ;
- la dénomination et l'adresse du bénéficiaire ;
- le numéro du compte bancaire du titulaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- la date d'établissement de la facture et son numéro ;
- l'adresse de facturation communiquée ci-dessus dans son intégralité y compris **le code service exécutant D04666A078 et le numéro de SIRET des services de l'État 11000201100044** indiqués dans le corps de l'adresse ;
- la référence du marché public indiquée sur l'acte d'engagement ou son annexe complémentaire : le numéro d'EJ (comportant 10 chiffres et commençant par 12).

Pour les prestations faisant l'objet d'un forfait :

- le numéro d'engagement juridique (EJ) du marché public figurant sur l'acte d'engagement (commençant par 12) ;
- le prix forfaitaire mensuel hors taxes (HT) tel que défini à l'acte d'engagement ;
- la désignation, la quantité des prestations réalisées et le lieu d'exécution ;
- le taux et le montant des taxes en vigueur au moment de l'émission de la facture ;
- le cas échéant, les montants concernés par le précompte (trop perçu) dans une ligne distincte du détail de facturation ;
- les prix forfaitaires mensuels toutes taxes comprises (TTC).

Pour les prestations sur bons de commandes :

- numéro d'engagement juridique correspondant au numéro du bon de commande (il s'agit d'un numéro à 10 chiffres commençant par 14) ;
- la désignation, le prix unitaire HT et la quantité des prestations réalisées ;
- la date et le lieu d'exécution de la prestation ;
- le montant total hors taxes (HT) pour chaque prestation ;
- le montant total hors taxes (HT) de la facture ;
- le taux et le montant des taxes éventuellement applicables à la prestation ;
- le cas échéant, les montants concernés par le précompte (trop perçu) dans une ligne distincte du détail de facturation ;
- le montant toutes taxes comprises (TTC) de la facture.

Chaque facturation doit être établie par le titulaire du marché public à son en-tête commercial. Toute facturation émise par une filiale ou une unité de production est exclue (sous réserve qu'elle ne soit pas titulaire du marché public ou sous-traitant admis à paiement direct).

Dans le cas où la facture transmise par le titulaire serait erronée ou incomplète, elle est retournée par l'administration à son expéditeur. Les délais de paiement sont alors suspendus dans l'attente du retour de la facture correctement établie.

Le titulaire doit informer par courrier la PFC PARIS/DAP de toute modification de son statut, de sa forme, de ses coordonnées bancaires et de son adresse géographique.

La PFC PARIS effectue le règlement de l'avance et du solde du marché public.

En cas de relances fournisseurs, celles-ci doivent être envoyées à l'adresse fonctionnelle suivante : pfc-paris-fournisseur.contact.fct@intradef.gouv.fr

Avant paiement, le cas échéant, il est fait application, sur les factures présentées, des pénalités prévues à l'article 9 du présent CCP selon les montants indiqués à chaque marché subséquent.

8.9 SOLDE

Les dispositions de l'article 8.9 du CCAP/AC s'appliquent.

8.10 CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Les dispositions de l'article 8.10 du CCAP/AC s'appliquent.

8.11 CESSION

Les dispositions de l'article 8.11 du CCAP/AC s'appliquent.

ARTICLE 9. PÉNALITÉS

9.1 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DES PÉNALITÉS DU MARCHÉ SUBSÉQUENT

Les dispositions de l'article 9.1 du CCAP/AC s'appliquent.

9.2 PÉNALITÉS DE RETARD

Les dispositions de l'article 9.2 du CCAP/AC s'appliquent.

9.3 PÉNALITÉS POUR MAUVAISE EXÉCUTION DES PRESTATIONS FORFAITAIRES ET À LA DEMANDE

Les manquements ou défaillances constatés par rapport aux exigences du CCTP de l'AC et/ou du MS donnent lieu à l'application des pénalités suivantes.

L'acheteur établit une décision d'application des pénalités constatées au titre de la période considérée ou du bon de commande.

Toutes les pénalités mentionnées ci-dessous sont cumulables.

Défaillances	Montant des pénalités ¹
Retard dans les délais d'intervention des bons de commande	100 € par jour ouvré de retard pour chaque bâtiment non traité
Non rédaction de la fiche d'intervention définie dans l'offre du titulaire	50 € par constat
Non remplacement de l'équipement défectueux (exemple boîte d'appât)	50 € par jour ouvré et par matériel
Non-respect du délai de passage en cas de ré-infestation	100 € par jour ouvré
Non-respect des consignes de sécurité définies au CCTP de l'AC et/ou du MS	100 € par consigne non respectée
Manquement constaté pour non port, par le personnel d'exécution, d'un vêtement de travail, éventuellement de protection conforme à la législation en vigueur	50 € par constat

¹ Les montants indiqués peuvent être doublés en cas de récidive

Non étiquetage des boîtes appâts mises en place	50 € par boîte / jour ouvré de retard
Non-respect des produits utilisés au sein de la structure	200 € par constat
Non ramassage des cadavres de nuisibles	100 € par constat
Non-respect du délai de communication du plan de sanitation	100 € par jour ouvré
Non-respect du contenu du plan de sanitation défini à l'article 4.2.2.1 du CCTP/AC	100 € par document manquant

ARTICLE 10. RÉSILIATION

Les dispositions de l'article 10.2 du CCAP/AC s'appliquent.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

La dérogation au CCAG est présentée dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
7.2.2 – Révision des prix	10.2.3 et 10.2.4 du CCA/FCS	- Date limite de dépôt des offres au lieu de date de remise de l'offre par le titulaire ; - Règle de l'arrondi (4 décimales au lieu de 3).
8.3 – Avance	11.1 du CCAG/FCS	Modification du pourcentage d'avance accordé aux PME

ARTICLE 12. PRÉSENTATION DU SITE FICTIF

RAPPEL : Les clauses du CCTP/AC s'appliquent dans leur intégralité.

Le présent article ainsi que l'annexe au CCP/MS scénario viennent les préciser.

Le site, d'une surface d'environ 8 hectares, est composé de bâtiments et d'espaces verts, entouré par une clôture de sécurité et des panneaux de signalisation « DÉFENSE D'ENTRER ».

Typologie des locaux :

Typologie des locaux	<ul style="list-style-type: none">✓ 1 bâtiment administratif✓ 2 bâtiments techniques✓ 1 bâtiment avec chenil✓ 1 bâtiment de restauration✓ 1 bâtiment « logements »✓ 1 bâtiment médical
----------------------	---

Les détails de ce site fictif sont dans l'annexe du présent CCP/MS scénario.